

**Unité bidépartementale  
Eure Orne**

Nos références : 61 / 2023 – 194  
Mél : [ubdeo.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ubdeo.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr)  
Tél : 02 33 32 50 93

Alençon, le 08/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ECLOR BOISSONS**

20 rue Rouget de Lisle  
92130 Issy-les-Moulineaux

Code AIOT : 0005302766

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2023 dans l'établissement ECLOR BOISSONS implanté 2 Route de l'Aiguillon LA ROUGE 61260 Val-au-Perche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Cette inspection est réalisée de manière inopinée, en accompagnement du laboratoire agréé pour la réalisation de contrôles des valeurs de rejets des eaux superficielles du site (contrôle inopiné des rejets aqueux).**

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ECLOR BOISSONS
- 2 Route de l'Aiguillon LA ROUGE 61260 Val-au-Perche
- Code AIOT : 0005302766
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ECLOR Boissons, située à Val au Perche, est spécialisée dans la fabrication de boissons, notamment de cidres et jus de fruits. ECLOR est la branche « boisson » du groupe AGRIAL.

Suite aux évolutions de la nomenclature des installations classées, les installations relèvent désormais du régime de l'enregistrement. Les activités sont encadrées par un arrêté préfectoral du 29 juin 1998, complété les 22 juin 2005, 24 novembre 2008, 8 janvier 2010, 9 septembre 2011, 7 juin 2013 et 13 octobre 2014, ainsi que par les arrêtés ministériels de prescriptions générales concernés.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Protocole d'échantillonnage et de prélèvement des eaux usées industrielles
- Matériel utilisé par l'exploitant pour ses rejets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse du 14/02/2022, article 2.1.2	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Canal de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Canal de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 3	Lettre de suite préfectorale	15 jours
7	Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse du 14/02/2022, article 2.1.3 et 2.1.4	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Incidents	Arrêté Préfectoral du 29/06/1998, article 5.1	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
2	Point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
3	Mesure du débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51	Sans objet
8	Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse du 14/02/2022, article 2.1.1, 2.1.5	Sans objet
11	Incidents	Arrêté Préfectoral du 29/06/1998, article 5.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection inopinée a permis de constater une non-conformité liée au dysfonctionnement du préleveur automatique des effluents en sortie de station d'épuration.

Il a également été constaté une non-conformité relative à la qualité des effluents rejetés, en lien avec une avarie de matériel survenue une semaine avant l'inspection.

Le site étant soumis au suivi régulier des rejets (SRR) par l'Agence de l'eau, il met en place un protocole spécifique pour contrôler ses effluents avant rejet au milieu. Toutefois, l'entretien des appareils de mesure et de prélèvement doit être formalisé et renforcé afin d'améliorer la fiabilité des données de surveillance.

D'une façon générale, il est constaté la vétusté des installations de la station de traitement des effluents et l'absence de pilotage à distance permettant une détection précoce en cas de non-conformité des rejets ou de dysfonctionnement des installations de traitement. Des équipements inutilisés et en mauvais état sont à démanteler et évacuer (ancien silo de stockage de chaux).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle inopiné

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pose matériel
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
<b>Constats :</b> La localisation de l'emplacement prévu pour le prélèvement est identique à celui de l'exploitant. La place est suffisante pour installer le matériel en sécurité. Le laboratoire a disposé ses équipements aux mêmes endroits que ceux mis en œuvre par l'exploitant (mesure du débit à proximité immédiate de la sonde de l'exploitant et zone de prélèvement du laboratoire identique à la zone du préleveur de l'exploitant).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Point de prélèvement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Positionnement
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit T°C, concentration en polluants...) Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.] Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'ouvrage est accessible et permet l'installation d'un préleveur ponctuel dans les mêmes conditions que les prélèvements de l'exploitant. Aucune dilution préalable de l'effluent n'est observée au niveau du canal de rejet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Mesure du débit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réglage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives.
<b>Constats :</b> Le débit est mesuré par une sonde à ultrasons installée sur un canal venturi.  La sonde à ultrasons est à distance des obstacles, positionnée au milieu de la largeur de l'ouvrage et dispose d'une cloche de protection. La zone morte du capteur est préservée (respect des 30 cm minimaux entre la zone et la hauteur maximale d'effluents dans le canal).  L'inspection n'a pas constaté la présence de toiles d'araignées sous la cloche de la sonde, susceptibles de fausser la mesure.
<b>Observations :</b> La distance entre la sonde et le seuil de rétrécissement n'est pas correcte au regard de la hauteur maximale observée dans le canal (voir point de contrôle n°5).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse du 14/02/2022, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositifs de mesure de débit en continu devront être conformes aux normes en vigueur et respecter les prescriptions techniques définies par les constructeurs. Ils seront équipés d'enregistreurs et de totalisateurs. Les installations de mesure devront être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel. Les dispositifs de mesure de débit devront faire l'objet d'un contrôle de conformité de l'organe de mesure ou de l'installation vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs. Ils devront également faire l'objet d'un suivi métrologique rigoureux et documenté. Ce suivi métrologique peut être réalisé par une mesure comparative exercée sur site (débitmètre, jaugeage...) ou par une vérification effectuée sur un banc de mesure au sein d'un laboratoire accrédité.
<b>Constats :</b> Le seul contrôle réalisé par l'exploitant est la vérification annuelle du zéro lorsque le débit de rejet est nul. Cette vérification n'est pas tracée.  S'agissant de la sonde à ultrasons, l'exploitant n'a pas été en capacité de fournir le certificat d'étalonnage. Il précise qu'elle a été remplacée en 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Canal de mesure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
<b>Constats :</b> Le canal de mesure sur site est un canal Venturi ouvert, équipé d'une sonde à ultrasons. Il est noté que l'écoulement est laminaire en amont du venturi. Au niveau du chenal aval, l'écoulement est correct. Les caractéristiques du canal ont été vérifiées.
<b>Observations :</b> Les caractéristiques du canal ont été vérifiées. Les caractéristiques suivantes ne répondent pas aux critères permettant la réalisation d'une mesure représentative : <ul style="list-style-type: none"><li>- la hauteur de la lame d'eau dans le canal a été mesurée à 3,5 cm (hauteur inférieure au minimum requis de 5cm) ;</li><li>- le ratio entre la distance entre le capteur et le début du rétrécissement (41 cm) et la hauteur maximale dans le canal (17,5 cm), n'est pas compris entre 3 et 4.</li></ul> Cette situation conduit à une incertitude de mesure plus importante pour les faibles débits (hauteur d'eau insuffisante), ce que confirme le laboratoire missionné par l'Agence de l'eau dans son dernier rapport de diagnostic du suivi régulier des rejets (SRR) de mars 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Canal de mesure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas d'une procédure d'entretien formalisée pour le canal. Une consigne été créée et transmise le 23 octobre 2023.  L'exploitant indique procéder à un nettoyage du canal régulièrement. Lors de l'inspection, il a été constaté des dépôts, en fond et flancs de canal. L'emplacement du préleveur, juste au-dessus du canal rend inaccessible une partie du linéaire, ce qui complique son entretien.  L'absence d'accumulation de dépôt en amont du seuil n'a pas pu être vérifiée en raison de la formation d'une mousse liée à la qualité des effluents (voir point de contrôle n°10). Il a également été constaté un encrassement du venturi lié à un débordement du puits de relevage des effluents vers le bassin de décantation avant rejet, qui s'est produit durant la nuit précédant l'inspection (voir point de contrôle n°10).
<b>Observations :</b> L'exploitant dispose de 15 jours pour nettoyer à la fois le canal de rejet, la zone de mélange et la zone de chute.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours



## N° 7 : Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse du 14/02/2022, article 2.1.3 et 2.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les échantillonneurs à mettre en œuvre devront être des échantillonneurs réfrigérés monoflacons, fixes ou portatifs, ayant la capacité à constituer un échantillon pondéré en fonction du débit et /ou du temps sur toute la période considérée. La température de l'enceinte de l'échantillonneur devra être de <math>5 \pm 3</math> °C durant toute l'étape de prélèvement.</p> <p>Un échantillonneur multiflacons peut être utilisé afin de reconstituer un échantillon moyen en cas d'échantillonnage asservi au temps.</p> <p>Pour des raisons de qualité de la mesure, l'utilisation en l'état des échantillonneurs pour la surveillance des paramètres tels que la DBO5, la DCO, les MES, l'azote et le phosphore n'est pas adaptée pour le suivi des substances dangereuses. Les échantillonneurs devront être modifiés. Le FD T 90-523-2 liste les matériaux à utiliser pour la surveillance des substances dangereuses.</p> <p>A la fin de l'échantillonnage, l'opérateur de prélèvement devra valider l'opération d'échantillonnage en s'assurant que le volume final collecté corresponde au volume unitaire réel prélevé multiplié par le nombre de prélèvements réalisés avec une tolérance, sur l'écart volume final/volume théorique, fixée et annoncée par l'organisme de prélèvement. Le cas échéant, si le critère n'est pas respecté, l'opérateur de prélèvement devra en rechercher les causes et pourra être amené à refaire l'opération d'échantillonnage.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le prélèvement se fait dans une zone où l'effluent est bien brassé et renouvelé régulièrement. Le tuyau est placé dans la zone de mélange à l'entrée du canal venturi.</p> <p>Concernant le préleveur automatique, la température de conservation des échantillons affichée est de 15°C. L'exploitant indique que la réfrigération est hors service depuis deux mois. Le rapport de diagnostic de fonctionnement du bureau d'étude réalisé dans le cadre du suivi du dispositif de suivi régulier des rejets de mars 2023 (rapport SOCOTEC E14Q3/23/675 du 13 avril 2023) faisait état d'une panne depuis une semaine. Par courriel du 5 décembre 2023, l'exploitant indique que les travaux de mise en place d'un nouveau préleveur sont engagés et que celui-ci sera opérationnel avant la fin de l'année.</p> <p>Le bidon de prélèvement, en polyéthylène, correspond aux paramètres à analyser (macro-polluants). Le bol du préleveur n'est pas propre, en raison de la qualité des effluents.</p> <p>La norme NF ISO 5667-10, complétée avec les normes NF ISO 5725-2 et FD T 90 523, précise que les volumes doivent être distribués avec une fidélité inférieure ou égale à 5% et une exactitude inférieure ou égale à 10% du volume réglé/souhaité. Ici, le volume de prélèvement est de 50 ml. L'exactitude est respectée (<math>50 \text{ ml} \pm 10\%</math>) ainsi que la fidélité.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas d'une procédure d'entretien formalisée pour le préleveur. Une consigne été créée et transmise le 23 octobre 2023.</p>

**Observations :**

Concernant le tuyau de prélèvement du préleveur, celui-ci ne présente pas de coudes ni de point bas. L'inspection a constaté que le tuyau était encrassé à l'extérieur, et que ceux situés à l'intérieur du préleveur présentaient des dépôts marron et orange à l'intérieur.

Concernant les volumes de prélèvement, 3 essais ont été réalisés. Les volumes prélevés sur les 5 essais et mesurés par une éprouvette graduée sont : 53 ml, 53 ml, 52,5 ml, 53 ml et 52,5 ml. A noter que l'éprouvette utilisée n'était pas optimale car trop grande par rapport au volume à mesurer.

Un essai de vitesse d'aspiration a été réalisé lors de cette inspection. La vitesse calculée est de 0,41 m/s ce qui est inférieur à la vitesse minimale requise de 0,5 m/s.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 8 : Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse du 14/02/2022, article 2.1.1, 2.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités de préparation et de conservation
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 2.1.1 : Le volume prélevé devra être représentatif des conditions de fonctionnement habituelles de l'établissement et être compatible avec les quantités nécessaires pour réaliser les analyses. Pour cela, une mesure du débit en continu du rejet et un échantillonnage à l'aide d'un échantillonneur automatique réfrigéré asservi à la mesure du débit permettant la constitution d'échantillons moyens représentatifs des rejets pendant la période de mesure devront être réalisés. Un dialogue étroit entre l'opérateur de prélèvement et le laboratoire est à mettre en place préalablement à la mise en œuvre du programme de surveillance des émissions, afin que l'opérateur ait à disposition les consignes écrites spécifiques sur le remplissage (ras-bord par exemple), le rinçage des flacons, le conditionnement des échantillons (ajout de conservateurs avec leurs quantités), l'utilisation des réactifs, l'identification des flacons et des enceintes et la durée de mise au froid des blocs eutectiques avant utilisation. La sélection du flaconnage (nature et volume) et des réactifs de conditionnement (le cas échéant) devra s'appuyer sur les normes spécifiques au paramètre étudié ou à la norme NF EN ISO 5667-3. A défaut d'information dans les normes pour certaines substances organiques, les flacons en verre, brun ou protégés de la lumière, équipés de bouchons inertes (capsule téflon®) devront être mis en œuvre. Le laboratoire conserve la possibilité d'utiliser un matériel de flaconnage différent s'il dispose de données expérimentales permettant de justifier ce choix.[...] La traçabilité documentaire des opérations de terrain devra être assurée à toutes les étapes de la préparation de la campagne jusqu'à la restitution des données. Les opérations de terrain proprement dites devront être tracées (par exemple : sur une feuille préenregistrée regroupant les éléments non variables comme site, lieu d'échantillonnage, type d'échantillonneur, programme d'asservissement). Article 2.1.5 : Une étape d'homogénéisation du volume collecté devra être réalisée avant et pendant la distribution dans les différents flacons destinés à l'analyse. [...] La répartition dans les différents flacons devra se faire loin de toute source de contamination, flacon par flacon, ce qui correspond à un remplissage du flacon en une seule fois. Les flacons destinés à l'analyse des composés volatils doivent être remplis en premier. En absence de consignes fournies par le laboratoire concernant le remplissage du flacon, le préleveur devra le remplir à ras-bord. Les échantillons devront être conservés selon les dispositions des normes en vigueur et notamment de la norme NF EN ISO 5667-3.
<b>Constats :</b> Tous les matins, l'opérateur récupère le bidon de prélèvement, assure une homogénéisation manuelle en tournant avec une barre de fer et remplit un flacon. Les analyses étant réalisées dans la matinée, l'échantillon ne nécessite donc pas de stabilisation. L'inspection constate que l'homogénéisation de l'échantillon est mise en œuvre mais pas de manière optimale (apport éventuel d'oxygène par brassage). Il est recommandé d'avoir recours à une hélice à flux axial en acier inoxydable montée sur une visseuse pour homogénéiser l'échantillon, conformément à la norme NF EN ISO 5667-3.
<b>Observations :</b> La préparation des échantillons ne dispose pas de mode opératoire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Conditions de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. [...] Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
<b>Constats :</b> En sortie du canal venturi, les effluents sont relevés vers un bassin de décantation, puis rejetés, après passage par un séparateur à hydrocarbures, dans un fossé qui rejoint un bief de l'Huisne.  Malgré une qualité très dégradée des effluents, aucune mortalité piscicole n'a été constatée.
<b>Observations :</b> Le point de rejet vers le fossé n'était pas visible en raison de la végétation présente.  La jonction entre le fossé et le bief de l'Huisne est difficilement accessible, en raison de : - la nécessité de passer par des terrains privés (autorisation d'accès à solliciter) ; - l'absence d'entretien du fossé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 10 : Incidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/1998, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration d'incident
<b>Prescription contrôlée :</b> Il est rappelé que par application des dispositions de l'article 38 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé, tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 doit être déclaré dans les plus brefs délais à l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> A l'arrivée de l'inspecteur, il a été constaté la situation suivante : - des départs de boues depuis le clarificateur, laissant supposer une non-conformité de la qualité des effluents rejetés ; - des traces de débordement récent (boues) autour du canal venturi.  <u>Qualité des effluents</u> L'exploitant signale que l'élingue d'un aérateur a rompu dans la nuit du 15 au 16 octobre, entraînant la panne d'un second du fait d'une collision. Deux des trois aérateurs étaient donc hors service. Un premier aérateur a été remis en service le 18 octobre. Le jour de l'inspection, l'exploitant attendait une pièce de rechange pour réparer le dernier aérateur.

Cette situation dégradée en matière de traitement des effluents conduit à des départs de boues du clarificateur dans les rejets du site. Les résultats de l'autosurveillance, transmis par l'exploitant, confirment la non-conformité des effluents depuis le 19 octobre 2023.

L'inspection des installations classées a rappelé l'obligation d'information en cas de situation incidentelle et la nécessité de transmettre un rapport d'incident sous 15 jours.

Il a été demandé, en séance puis par courriel du 24 octobre 2023, de prendre les mesures nécessaires pour réduire la charge polluante à l'entrée de la station afin de réduire l'impact environnemental de cette indisponibilité de matériel. L'exploitant a indiqué en séance que la période de forte activité saisonnière rendait difficile cette baisse de charge, qu'aucune baisse d'activité n'avait été engagée mais qu'une réduction des lavages était prévue dans la semaine du fait qu'un passage en 3x8. Par courriel du 26 octobre 2023, l'exploitant informe avoir réceptionné la pièce de rechange et avoir mis en place des mesures organisationnelles pour réduire les effluents transférés vers la station. L'aérateur a été remis en service le 27 octobre.

En termes de retour d'expérience, l'exploitant indique prévoir de doubler les amarres des aérateurs. En attendant, un contrôle journalier avec vérification des couples de serrages est mis en place.

#### Débordement du puits de relevage

Le puits de relevage est équipé de deux pompes, l'une démarrant sur niveau haut et la seconde sur niveau très haut. L'exploitant indique qu'un débordement s'est produit dans la nuit du 22 au 23 octobre. Il est précisé que cette situation s'est déjà produite.

L'exploitant suspecte que le signal du niveau très haut ne s'est pas déclenché assez tôt, générant un retard dans le démarrage de la seconde pompe et donc un débordement. L'exploitant envisage de baisser le niveau du flotteur de la sonde concernée à l'issue de la campagne saisonnière. En attendant de reprendre le fonctionnement de ce puits de façon plus globale, une surveillance par une ronde quotidienne a été mise en place.

#### **Observations :**

Il a également été indiqué qu'aucun report d'alarme n'était associé au fonctionnement des sondes. Le débordement a seulement été constaté le matin par l'agent d'exploitation de la station. L'exploitant doit étudier la possibilité d'améliorer sa capacité de détection de ce type de dysfonctionnement au niveau des différents puits de relevage du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 11 : Incidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/1998, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fournira à l'inspecteur de installations classées, sous 15 jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en œuvre pour éviter qu'il se reproduise.
<b>Constats :</b> Les rapports des deux incidents décrits au point de contrôle n°10 ont été transmis par courriel du 6 novembre 2023.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra compléter les rapports suite aux demandes de l'inspection des installations classées au point précédent.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite